

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

PANORAMA 1980



de ROBERTO CESTELLI

L'aube de cette nouvelle année a été saluée, sur notre planète inquiète, par des crépitements de mitrailleuses, par le vacarme de chars d'assaut et par le grondement de canons.

Mille neuf cent quatre-vingts années ont passé depuis le jour où le Fils de Dieu, fut envoyé parmi nous pour apprendre à aimer notre prochain, mais les hommes sont encore la cause de douleur, de larmes et de mort pour d'au-

tres hommes.

Les descendants de Caïn continuent à tuer leurs propres frères, sourds à cet enseignement divin.

**CETTE ANNEE SERA-T-ELLE
CELLE DE L'EXTREME FOLIE?**

Quand des hommes différents, mais de très haut niveau, tels que Jean-Paul II et Valéry Giscard d'Estaing, manifestent pu-

bliquement leur inquiétude - le premier rappelant les effets apocalyptiques d'une guerre nucléaire où dès les premières minutes plus de deux cents millions de personnes pourraient mourir et le second déclarant qu'il existe un risque de guerre - il s'éveille une certaine préoccupation dans l'esprit des plus optimistes et une terrible question reste suspendue dans le sein de chacun d'entre nous.

La course folle et incontrôlable à l'acaparement de l'or à laquelle nous assistons ces jours-ci n'est rien d'autre qu'un réflexe de cette angoisse collective: la richesse a peur!

Après avoir assisté aux hypocrites déclarations de désarmement et de désir de paix, il suffit de la folie d'un Khomeini pour déchaîner un fanatisme musulman digne de l'époque des croisades en un des points les plus délicats et les plus sensibles du globe, alors qu'un véritable droit de vengeance circule dans le monde de ce que l'on appelle le socialisme réel.

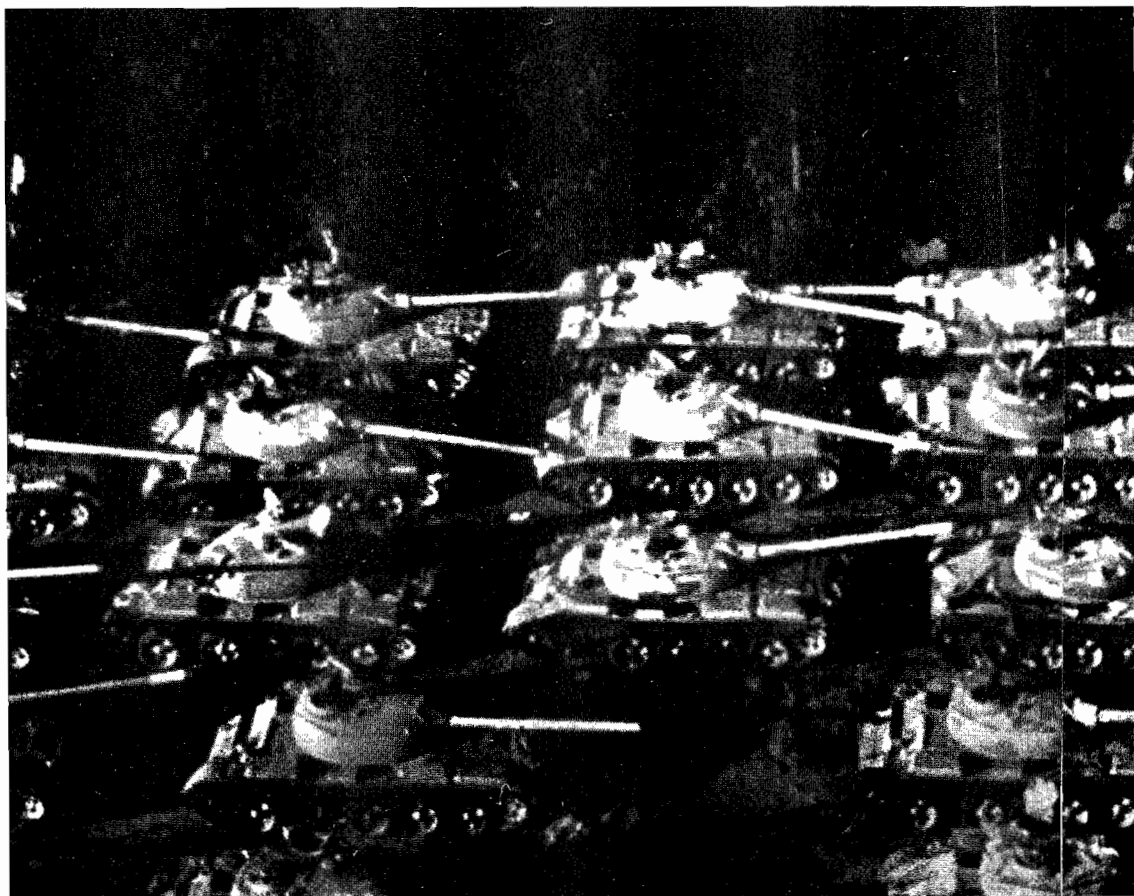
Le Viêt-nam rouge envahit le Cambodge communiste. La République populaire de Chine, à son tour, envahit, pour le punir, quelques provinces de l'agresseur vietnamien.

Brandissant ce même drapeau rouge, des factions communistes opposées luttent entre elles dans la Corne d'Afrique et aidée de Cubains, de Tchécoslovaques et d'Allemands orientaux, l'armée éthiopienne défait l'armée érythréenne.

Puis, l'Urss agit directement en jouant, à la première personne, le rôle de l'agresseur et en envahissant l'Afghanistan.

Tout ceci se passe naturellement, dans le monde communiste, au nom de l'amitié parmi les peuples et dès l'époque de Budapest et de Prague, l'envahisseur accourt toujours sur la demande de celui qui est envahi.

A part la folie de Khomeini, tous les derniers foyers de guerre se sont allumés sous l'ombre de la faucille et du marteau. On en vient donc à se poser la question: le





communisme n'engendre-t-il que la guerre?

Tout semble cependant évaluer conformément à un plan bien précis; et pour comprendre jusqu'à quel point et dans quelles limites la peur d'une guerre au cours de cette année du Seigneur est justifiée, nous devons tout d'abord nous éclaircir quelques idées.

QU'EST-CE QUE L'U.R.S.S.?

L'Urss est un Etat plurinational et les populations qui la composent s'élèvent à plus de cent nations et ethnies.

Au cours du recensement effectué en 1979, la population de l'Urss s'élevait à 262 436 000 habitants avec un taux d'accroissement, relevé au cours de la dernière décennie, de 0,92% par an.

Parmi cette masse hétérogène de populations, 93,1% des personnes recensées parlent surtout la langue de leur propre nationalité et 6,9% également celle d'une autre ethnies.



Malgré les efforts longs et tenaces du pouvoir central, il ressort de ce recensement qu'actuellement 61,3 millions (23,36%) seulement des personnes parlent la langue russe en Urss.

Bien que les Russes représentent, dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, une nette minorité et que leur langue est fort peu connue des populations asiatiques faisant partie de cette gigantesque confédération, ils détiennent tous les leviers du pouvoir dans le monde politique, économique, militaire et administratif de l'Union soviétique.

Il ressort également de ce recensement qu'en Urss 135 millions de personnes sont occupées dans la production sociale; et de ces 135 millions, 17% sont occupées aux travaux agricoles. Aux Usa, avec une population active légèrement inférieure, 4% seulement se consacrent à l'agriculture. Mais alors que l'Urss, bien que disposant des plaines grandioses de terres noires de l'Ukraine, n'arrive pas à produire suffisamment pour nourrir sa population et accuse des déficits alimentaires annuels dépassant 25 millions de tonnes de grain, les Usa, avec un emploi de forces de travail inférieures à 25% de celles de l'Urss, ont une surproduction de pas moins de 100 millions de tonnes de céréales comparativement à leurs besoins internes, ce qui leur permet d'aider les peuples affamés du tiers monde.

Si l'Urss produisait moins de chars d'assaut et plus de tracteurs, moins de missiles et plus d'engrais chimiques et, surtout, si ses travailleurs étaient intéressés à la production et n'étaient pas de simples fonctionnaires, elle pourrait avoir une production alimentaire largement suffisante pour sa population et n'entamerait pas, par ses achats, la faible disponibilité mondiale.

L'Urss est incontestablement une superpuissance dans le domaine militaire, mais on ne peut pas en dire autant pour ce qui concerne son économie.

Suffoqué par la bureaucratie et pressé par les demandes continuelles des militaires, mangeurs d'acier, son appareil économique n'arrive pas à fournir à la population des produits de consommation en quantité suffisante et d'une qualité appropriée.

Nous avons vu personnellement des habitants de Tiraspol, une ville de la région de la Transnistrie, arriver en Roumanie af-

famés de viande, celle-ci n'ayant pas été distribuée depuis six mois dans leur ville.

Une femme de Cernăuți (principale ville de la Bucovine, au Nord de la Moldavie) avait endossé des vêtements, peut-être neufs, mais d'une qualité tellement médiocre que l'on aurait pu penser à des guenilles.

Des familles de Chișinău (Kichinev), gros centre de la Bessarabie, racontaient que dans leur pays il régnait une misère telle que la nuit les rues étaient envahies par des bandes de voleurs, tous des garçons jeunes mais tellement audacieux que chacun clouait sa porte le soir pour se sentir plus en sécurité.

La réalité soviétique n'est pas celle qui apparaît à Moscou et dans les principales villes de la Russie blanche, mais celle, tenue soigneusement cachée, des centres mineurs, et des campagnes, et surtout celle qui existe dans les régions asiatiques faisant partie de cet immense empire.

Le pouvoir, comme nous l'avons déjà dit, y est entièrement géré par une minorité ethnique russe que l'on peut estimer à environ 45 millions de personnes; et c'est cette minorité qui exprime l'élite du parti, dont le Comité central domine le pays dans les limites que lui permet l'énorme machine bureaucratique qui tient en mains tout l'appareil de l'Etat.

Mais ce même Comité doit également tenir compte dans tous ses plans des faucons de la puissante armée rouge qui non seulement bouleversent l'économie du pays avec leurs demandes incessantes, mais imposent et conditionnent la politique étrangère du Kremlin.

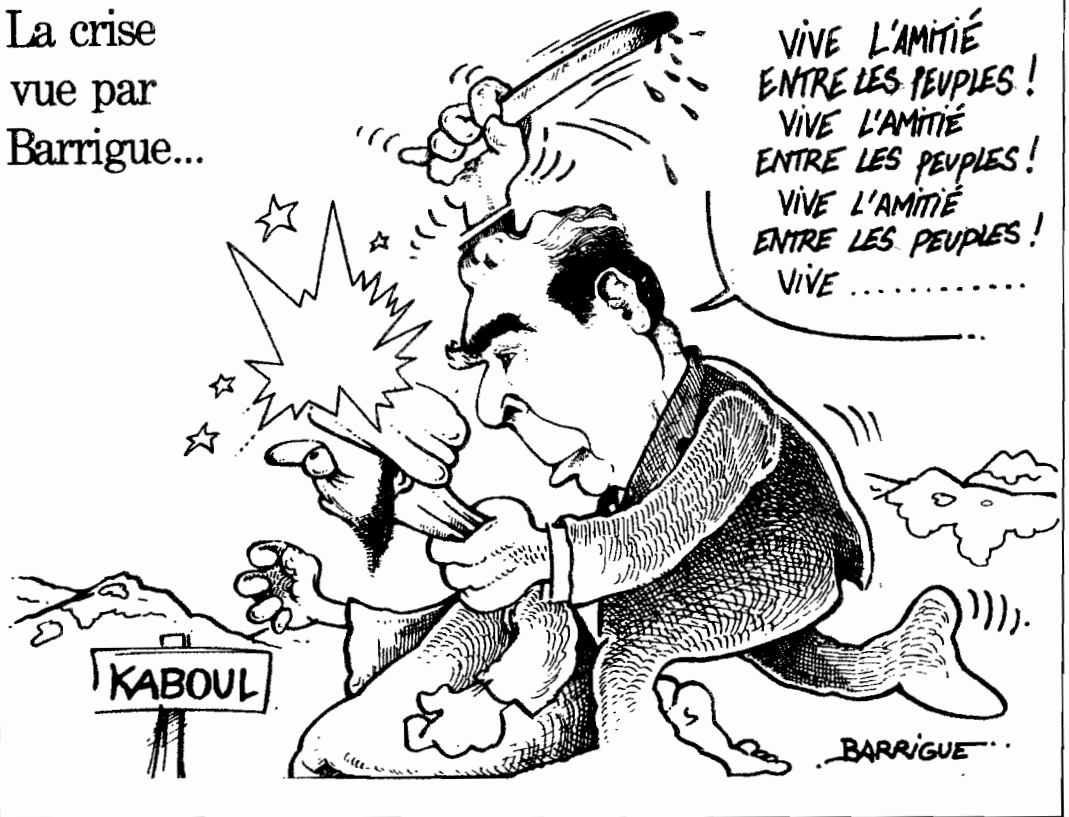
Le gouvernement, qui est le reflet du Parti communiste soviétique, est toujours un gouvernement de vieux dont l'âge moyen tourne autour de soixante-dix ans; il s'agit donc de personnes incapables de lancer de nouvelles idées qui soient adaptées aux exigences des temps modernes.

La faiblesse économique de l'Urss est une conséquence directe de son système social.

De retour d'un de mes voyages en Europe orientale, j'eus comme voisin, dans l'avion de correspondance à Vienne, un chef monteur provenant de Togliattigrad, la nouvelle ville où l'Urss a eu besoin de Fiat pour implanter une fabrique d'automobiles de proportions moyennes.

Mon compagnon de voyage me raconta son expérience en Urss qui dura près d'un

La crise
vue par
Barrigüe...



an.

Aucun des techniciens étrangers ne pouvait s'éloigner de Togliattigrad au-delà de vingt kilomètres. Les ouvriers soviétiques avaient très peu envie de travailler.

«Croyez-moi - me confia mon compagnon de voyage - j'ai monté des installations industrielles dans le monde entier et partout la main-d'oeuvre était plus efficace que celle de l'Union soviétique; même en Afrique, j'ai eu des ouvriers de couleur qui démontraient plus d'ardeur. Le peuple est incontestablement bon et j'ai reçu des marques d'amitié. Avant de partir, j'ai reçu la visite d'un fonctionnaire de la police locale qui habitait près de chez moi. Il a tiré de sous son manteau un poisson qu'il m'avait apporté en cachette et a voulu que je l'accepte à tout prix. Ce geste m'a ému et j'ai dû accepter, bien que sachant que je privais sa famille de quelque chose d'important».

«Les gens sont bons - répéta-t-il en hochant la tête - mais j'ai de la peine en pensant à la vie difficile qu'ils sont obligés de conduire».

LE KREMLIN A PEUR

Avec une composition ethnique et nationale aussi variée, avec une centralisation du pouvoir aussi exclusive, avec une politique de régime opprimante et avec des résultats économiques nettement médiocres et insuffisants, les vieux hommes du Kremlin, malgré la propagande poussiéreuse avec laquelle ils cherchent à cacher les maux internes de leur pays, sont esclaves d'un complexe de peur.

Même si leurs affirmations sont contraires, la récession mondiale a frappé les pays socialistes d'une manière plus forte que les pays à économie libre; mais leurs gouvernements ne veulent pas l'admettre. Puis, au moment où l'on doit nécessairement rendre des comptes, la secousse subie par leur appareil économique pour s'aligner sur la réalité de la situation est plus violente que celle subie par d'autres Etats qui l'ont absorbée graduellement, au fur et à mesure que les problèmes les plus cruciaux de la crise surgissaient.

L'ouverture commerciale et touristique vers l'Occident a comporté un contact direct entre le mode de vie de l'Est et celui de l'Ouest, générant ainsi des requêtes évidentes d'amélioration de la part de ceux pour lesquels le modèle de vie est moins bon pour le consommateur.

Le développement de la bureaucratie a fini par faire naître en Urss une classe bourgeoise que les hiérarchies du régime n'ont pas pu repousser parce qu'elles se sont transformées elles-mêmes, avec le temps, en une classe non seulement bourgeoise, mais même aristocratique ou tout au moins autocratique, avec des tendances à une formation de dynastie, alors que règne partout le népotisme.

Malgré les inscriptions à nombre limité, les universités sont toujours ouvertes aux fils de fonctionnaires, les carrières bureaucratiques de haut rang sont réservées aux dirigeants du Parti qui peuvent même obtenir, en outre, des diplômes d'ingénieur, en deux années seulement, peut-être, parce que le fait d'être un activiste du P.C. dénote un degré tellement élevé d'intelligence qu'il peut être superflu de suivre régulièrement des cours.

Le développement de l'instruction et la naissance d'une classe bourgeoise ne pouvaient pas ne pas comporter l'apparition et l'accroissement d'une intelligentsia, d'ailleurs déjà considérable dans la Russie blanche à l'époque des tsars et cette dernière, au contact de la culture occidentale, ne pouvait pas ne pas être à l'origine de formes contestataires vis-à-vis de la forme dure et totalitaire de gouvernement qui règne dans le pays, ou plutôt qui l'opprime.

Des ferments islamiques, des ferments asiatiques, des ferments libéraux dans les colonies européennes, des ferments et un mécontentement internes alimentent le complexe de peur des vieux hommes du Kremlin désormais incapables de rénover le système et qui s'empêtrent dans de vains efforts, opprésés par une bureaucratie hégémonique.

Voici ce qu'a écrit, à ce propos, la Novosti (Agence de presse de l'Urss) dans son numéro 150 du 14.9.1979:

«Il a été concrètement entrepris, en Union soviétique, l'oeuvre de réorganisation du mécanisme économique afin de l'orienter vers l'augmentation de l'efficacité de la production et de l'amélioration de la quali-

té du travail».

«En juillet 1979, le Comité central du Pcus et le Conseil des Ministres de l'Urss ont approuvé une délibération commune ayant traité le bilan concret d'une série d'expériences accomplies dans l'industrie et de la discussion qui s'en est suivie. Les expériences ont prouvé d'une façon convaincante que la puissante économie multiseCTORielle, en développement constant, intensément rééquipée avec de nouvelles techniques et de nouvelles technologies et marquée par des liens productifs plus complexes, ne résiste plus au sein du mécanisme économique tel qu'il fonctionne actuellement. Il est en outre devenu évident qu'il est nécessaire de renforcer les leviers tels que le calcul économique et le profit, l'évaluation finale du travail des entreprises et des ministères sur la base de la production nette, et non globale, et l'efficacité des nouvelles méthodes de stimulation matérielle et morale».

LA PEUR REND-ELLE AGRESSIF?

Il est certain que l'Urss suit depuis longtemps un plan politique bien défini et dont l'inspiration a été donnée au Kremlin par le célèbre Testament de Pierre le Grand qui, dès 1725, indiquait la voie pour placer le monde sous la domination des peuples polaires.

Mais à l'époque de Pierre le Grand, les Etats-Unis n'existaient que comme colonie anglaise et le développement technologique de l'humanité n'avait pas encore pris cet essor rapide qui devait la faire passer, en une seule génération, de l'âge du fer à celui de l'atome, et lui faire commencer celui de l'espace; les peuples n'avaient pas pris conscience d'eux-mêmes et le sens de la parole démocratie était complètement perdu.

Le tableau a donc profondément changé depuis l'époque de ce grand tsar patron de toutes les Russies. Il est vrai qu'il traçait une ligne plus de diplomatie que de puissance pour la réalisation de son projet d'empire mondial; mais, somme toute, le recours à la force contre la France et l'Angleterre - les nations fortes d'alors - apparaissait comme inéluctable, tandis qu'aujourd'hui, à l'époque atomique, un affrontement entre des superpuissances n'est justement plus accepté par l'une quelconque des parties, car son prix serait tellement élevé qu'il ne laisserait aucun espace pour un

vainqueur. En réalité, tous seraient des vaincus.

L'Urss est un colosse qui se dresse sur des jambes inégales.

L'une - la militaire - est solide, bien développée et efficace; l'autre - l'économique - est difforme, rachitique et incapable de résister au poids qui l'opprime.

Les dirigeants du Kremlin ne sont pas sans l'ignorer, au point que, comme nous l'avons précédemment reporté, ils sont en train de procéder à des tentatives désespérées pour redresser l'économie de leur pays. Mais ils sont évidemment conscients que c'est le système qu'il faudrait changer et qu'ils ne peuvent pas y arriver sans déclarer leur faillite idéologique complète et voir, par conséquent, se désagréger tout leur empire.

Sous la poussée de cette crainte, et pour détourner l'attention des vastes masses populaires de leur pays des difficultés internes croissantes, les hommes du Kremlin ont alimenté la psychose d'une attaque de l'Occident et, toujours sous la poussée de la peur de voir s'écrouler le colosse Urss et de rester ensevelis sous les décombres, ils pourraient être tentés d'en décharger tout le poids sur la jambe militaire, c'est-à-dire d'avoir recours à la guerre, dans l'espoir illusoire et ultime, non pas tant de le maintenir sur pied, tout au moins d'en retarder la chute.

Les kremlinologues affirment que l'Urss se sent encerclée et, de fait, sa population vit dans le cauchemar continu de la guerre.

Il est cependant certain que, dans le monde libre, personne - ni l'Occident, ni les Usa - ne nourrit de visées agressives vis-à-vis de l'Urss.

Par contre, on peut affirmer en toute honnêteté que les milieux les mieux informés de l'Occident prévoient, à une échéance moyenne, une crise interne en Urss, dérivant des énormes problèmes intérieurs qui assaillent ce grand pays.

L'agressivité réveillée de l'Urss, commencée en 1977, est selon toute probabilité due à la peur.

C'est là une thèse possible, mais qui n'est pas pour autant rassurante, car la peur injustifiée de la guerre peut finir, quand elle engendre des manifestations agressives, par déclencher vraiment un conflit à caractère total, d'autant plus quand la situation est manoeuvrée à Moscou par des

hommes étant peu sûrs et quand peuvent intervenir, comme des amorces dangereuses, des actions de pays tiers dirigés par des gouvernements manquant partiellement de responsabilité.

Le début de cette année 1980 a vu, sur la scène de l'opinion mondiale représentée par l'Onu, poursuivre en justice et condamner, même si ce n'est que moralement, tant l'action folle de chantage de Khomeini menée contre les Usa, que l'invasion injustifiée de l'Afghanistan par les troupes soviétiques.

Le monde a toutes les raisons d'être inquiet.

ET, ENTRE-TEMPS, L'EUROPE...

Dans ce scénario effectivement inquiétant qui ouvre l'année nouvelle, l'Europe apparaît affaiblie par l'affrontement de Dublin où Mme Thatcher a subi un échec qui a plus infligé un coup dur à toute la Communauté que frapper la « Dame de fer ».

Ce n'est pas la première fois que le Royaume-Uni met l'Europe en danger. Plutôt que fortifier un esprit communautaire, la Grande-Bretagne semble vouloir se replier sur une position de colonie des Etats-Unis, renversant ainsi la position qui existait entre ces deux pays il y a deux cents ans de cela.

La France, elle aussi, ne brille pas actuellement par son esprit sincère d'euro-péisme, si sa position est résumée dans les propos avancés par Michel Debré, ancien Premier ministre et actuel député du Rpr, au cours d'une récente interview accordée au « Journal du Dimanche »:

« Il est urgent que l'on apprenne aux Français que dans le monde où chaque nation lutte pour elle-même, ils doivent être appelés à l'effort nécessaire pour éviter d'être entraînés dans cette compétition belliqueuse ».

« Toute la politique doit tendre à placer économiquement et politiquement la France dans le camp des vainqueurs. Il n'y a pas d'autre langage sérieux, il n'y a pas d'autre action sérieuse ».

Ce sont là des mots qui ont certainement fait le bonheur de M. Marchais et fait sourire le Kremlin.

Mais leur cynisme et leur opportunisme sont de glace.



Dans un moment aussi difficile et délicat pour son avenir et pour celui du monde, l'Europe est incertaine et vacille entre la tentation de jouer le rôle que sa longue histoire et sa civilisation lui imposeraient et la crainte de ressentiments des maîtres du pétrole et de menaces que le gouvernement soviétique, avec son habituelle tactique cynique, n'a pas hésité à exprimer clairement.

Cette absence de solidarité de l'Europe et cette propre incapacité à assumer une nette position collégiale pour défendre la liberté et la démocratie pourrait être l'élément décisif qui risquerait de pousser bien plus au-delà des frontières de l'Afghanistan l'invasion soviétique. Et il n'y a pas que l'Iran et le Pakistan qui soient en danger; la Yougoslavie, sur laquelle pèse lourdement la crainte de la disparition de Tito et, par suite, la Roumanie le sont elles aussi.

Si cela devait arriver, toute l'Europe courrait le risque d'être entraînée dans le jeu dangereux du Kremlin et pourrait se trouver, du jour au lendemain, finlandisée

et contrainte de se plier devant ceux qui détiendraient les clés de la porte qui barre la voie du pétrole.

Il ne faut pas, dans ce cas, que la Grande-Bretagne s' imagine pouvoir se renfermer dans son splendide isolement, forte de ses puits de pétrole dans la mer du Nord, ni que la France se sauve avec une solution égoïste en se préparant peut-être, comme le suggère entre les lignes Michel Debré, à jouer le rôle de collaboratrice du vainqueur, afin de conserver une position de privilège.

Ces mots sont certes écrits avec une main pesante, mais dans les moments difficiles, alors que la force réunie de l'Europe peut être le seul élément de sauvegarde pour l'Europe elle-même, pour la civilisation et pour la paix dans le monde, les mots doux et la main légère doivent être mis de côté, du moins c'est ainsi que l'on agit entre amis sincères.

R.C.

LES NEUF ET L'INTERVENTION MILITAIRE DE L'URSS EN AFGHANISTAN

Les neuf ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne ont publié mardi 15 janvier à Bruxelles une déclaration commune dont voici l'essentiel:

«Les ministres des Neuf ont réaffirmé leur profonde préoccupation à l'égard de la crise qu'a engendrée l'intervention militaire de l'Union soviétique en Afghanistan, intervention qui constitue une violation grave des principes qui régissent les relations internationales et sont consacrés dans la charte des Nations unies.

Ils ont souligné le caractère inacceptable des explications fournies par l'Union soviétique pour justifier son intervention en Afghanistan. Celle-ci constitue à leurs yeux une ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un pays non aligné du monde islamique, ainsi qu'une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région, y compris le sous-continent indien, le Moyen-Orient et le monde arabe.

C'est avec une grande préoccupation que les ministres des Affaires étrangères des neuf Etats membres de la Communauté européenne ont pris acte de ce que l'Union soviétique, malgré les protestations presque universelles contre son intervention militaire, a opposé son veto à une résolution sur la crise afghane parrainée par des pays non alignés et appuyée par une large majorité de membres du Conseil de sécurité.

Ils invitent instamment l'Union soviétique à agir conformément à la résolution sur la crise afghane approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies à une écrasante majorité, résolution qui appelle au retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères d'Afghanistan.

Les neuf Etats membres de la Communauté européenne ont constamment déployé leurs efforts en faveur de la détente, et ils demeurent convaincus que ce processus est de l'intérêt de tous les membres de la communauté internationale. Ils sont néanmoins persuadés que la détente est indivisible et a une dimension globale. C'est pourquoi ils insistent auprès de l'Union soviétique pour que celle-ci, se conformant aux normes et aux principes de la charte des Nations unies, permette au peuple afghan de déterminer lui-même son avenir sans ingérence étrangère.

En formulant leur position sur cette question importante, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la Communauté européenne sont également pleinement conscients des souffrances supportées du fait de la crise par le peuple afghan dans son ensemble, et notamment par les Afghans qui sont contraints de quitter leur pays».

Au-delà de cette prise de position les Neuf ont pris trois décisions:

1. Ils ne se substitueront pas aux Etats-Unis pour les fournitures alimentaires à l'U.R.S.S. Ce n'est là qu'une confirmation et qui, dans l'immédiat, ne s'applique qu'aux céréales et «*produits dérivés*» (notamment volailles). Il n'est pas exclu que cette limitation soit étendue à d'autres produits (beurre, viande), mais la décision sera prise «*au coup par coup*». Pour le moment, la commission est chargée de prendre des mesures pour que les exportations vers l'U.R.S.S. de céréales et dérivés n'augmentent pas;

2. L'aide alimentaire à l'Afghanistan (3 000 tonnes de céréales et 300 tonnes de lait en poudre pour le programme en cours) est annulée. La commission avait déjà suspendu les livraisons mais il appartenait au conseil des ministres de prendre une décision définitive.

3. Les Neuf ont décidé d'accorder une aide d'urgence aux «*réfugiés afghans se trouvant dans les pays voisins*». Cette aide, qui sera livrée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, pourrait être supérieure à celle dont est privé le gouvernement de Kaboul.

LES PRELIMINAIRES DE YALTA

Voici
comment Roosevelt
voulait diviser
le monde
en sphères d'influence

de H. MULLER

Nous sommes le 3 septembre 1943. Le président des Etats-Unis reçoit à la Maison Blanche le cardinal Spellman et lui explique pendant une heure et demi ce qu'il se propose de faire, au nom de son pays, pour établir un nouvel ordre dans le monde après la défaite et l'écrasement du III^e Reich. Plus exactement, il s'agit de ses projets d'offrir à Stalin la possession d'une vaste zone de l'Europe, ou au moins la domination sur celle-ci. La trahison de l'Europe était déjà prête.

A la lumière des propos tenus au cardinal Spellman, la position de Roosevelt apparaît d'une cohérence funeste.

Bien que la teneur de cette fameuse discussion du 3 septembre 1943 soit déjà connue par l'opinion publique, grâce à la



publication des Mémoires du cardinal Spellman, nous avons jugé utile en reproduire quelques passages plus significatifs. En ce moment crucial pour les relations entre les deux super-puissances, quand les Etats-Unis se voient obligés de contempler avec effroi les effets désastreux de leur politique de faiblesse et de renonciations envers son terrible rival, il convient de jeter un coup d'oeil en arrière, pour entrevoir l'origine de ce comportement que rien d'objectif ne peut justifier. L'histoire des dernières trois décennies n'a fait que démontrer les erreurs de Roosevelt; toutefois s'il y a quelque chose à condamner aujourd'hui ce n'est pas la myopie et l'incapacité d'un homme, mais la conduite de ceux qui ont permis que les vœux de Roosevelt s'accomplissent et qui ont presque achevé son oeuvre destructrice en permettant aux Soviétiques de devenir ce qu'ils n'étaient ni osaient espérer d'être à la fin de la Deuxième guerre mondiale: un authentique Super-



COLLABORATION ENTRE LES QUATRE GRANDS

La collaboration, d'après Roosevelt, se concrétisera après la guerre dans la division du monde en sphères d'influence, à savoir: la Chine obtiendra l'Extrême Orient, les Etats-Unis la région du Pacifique, tandis que l'Europe et l'Afrique seront partagées entre la Grande-Bretagne et la Russie, seulement que: puisque les intérêts des Britanniques sont surtout en Afrique, et en général dans son empire colonial, c'est à la Russie qu'on devra accorder le rôle prédominant.

*Le président se hâta d'ajouter qu'il espérait, bien que ce n'était pour lui qu'un *pium desiderium*, que l'intervention russe en Europe ne sera pas trop dure.*

Drôle d'espérance, qui donne à elle seule la mesure de la clairvoyance de l'homme qui détenait le pouvoir suprême dans l'Etat le plus puissant du monde!

LA LIGUE DES NATIONS

Roosevelt exprime son opinion sur la cause de l'échec de la Ligue des Nations: c'est le fait que les petites nations y faisaient partie! Après la guerre la Ligue sera formée des quatre grandes puissances: les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine. Et les Etats plus petits? Et bien, pour eux il y aura une Assemblée consultative sans aucun pouvoir de décision!

LA RUSSIE

Roosevelt veut qu'une interview avec Stalin lui soit préparée le plus tôt possible. Il est convaincu qu'une entente avec Stalin est plus facile à réaliser qu'avec Churchill, moins réaliste que le tyran de Moscou. Roosevelt et Stalin, les deux hommes d'état réalistes, se mettront tout-de-suite d'accord... pour le bien du monde entier. Naturellement, Roosevelt exigera - mais lui-même déclare à Spellman qu'il ne l'obtiendra pas! - l'engagement des Soviétiques de ne pas étendre leur territoire au-delà de certaines

Grand sur le plan militaire, un énorme danger pour la stabilité et le maintien des régimes démocratiques dans le monde qu'ils minent et affaiblissent progressivement par l'intermédiaire du mouvement communiste. Voilà le triste héritage d'un président de triste mémoire, qu'une classe politique dépourvue d'intuition, d'habileté et de courage a laissé agir et dont elle a imité les erreurs fondamentales. La signature des Accords de Helsinki a été au fond la conclusion logique et la consécration naturelle d'une politique qui a laissé l'Europe à la merci de son ennemi traditionnel le plus redoutable. Les Américains récoltent maintenant les fruits amers des germes semés par Roosevelt il y a presque 37 ans.

Mais revenons aux confessions faites par Roosevelt au cardinal Spellman le 3 septembre 1943. On dispose de leurs traces écrites dans un dossier du cardinal, qui les avait condensées en deux pages dactylographiées. Il est d'abord question de la:

limites.

Roosevelt sera généreux. Il promettra à Staline la Finlande, les Etats baltiques, la moitié orientale de la Pologne et la Bessarabie roumaine. Et pourquoi cette générosité? Roosevelt s'explique: il est inutile de s'opposer aux désirs de Staline, vu que celui-ci accaparera ces territoires même sans l'accord des Alliés. Pourquoi alors ne pas les lui donner de bon gré? (textuellement: «So better give them gracefully»). Mais la logique de Roosevelt ne s'arrête pas ici; il invoque d'autres justifications encore, par exemple: «La population de la Pologne orientale désire devenir russe (wants to become Russian)!».

Le Président des Etats-Unis est réaliste! Il sait que toutes ces concessions territoriales n'apaiseront pas la soif expansionniste de Staline, qui prépare des gouvernements communistes pour l'Allemagne, l'Autriche et d'autres pays. A la question si les Alliés ne pouvaient rien faire pour contrecarrer, à l'intérieur des pays de l'Europe occidentale, les manoeuvres de Moscou visant à faire arriver au pouvoir les communistes, Roosevelt répond clairement qu'une telle action n'était pas envisagée par les Alliés. Par conséquent, Roosevelt se rend compte de la probabilité de la prolifération des régimes communistes. Mais qu'est-ce qu'on peut faire! exclame-t-il résigné («What can we do about it!»). La France pourrait échapper - ajoute-t-il - à ce risque si elle se donnait «un gouvernement à la Léon Blum». Si le Front Populaire se montrera assez «avancé», les communistes l'accepteront ..., peut-être!

A la question directe si l'Autriche, la Hongrie et la Croatie n'allaient pas tomber sous le protectorat russe, Roosevelt répond franchement: Oui!

Et de nouveau des arguments à la faveur de l'expansionnisme soviétique! La Russie, observe le Président, a réalisé des performances économiques merveilleuses, ses finances sont solides. Il est naturel que les pays européens subissent des changements radicaux pour s'adapter aux Russes. Toutefois on peut espérer que dans dix ou vingt ans l'influence de l'Europe rendra les Russes moins barbares... (Sancta simplicitas!). Avec cette espérance dans leurs coeurs les peuples européens «devront supporter la domination russe».

Roosevelt est catégorique: les Etats-Unis

et la Grande-Bretagne ne peuvent pas combattre les Russes. La production russe est si grande que l'aide américaine - à part les camions! - est négligeable. Il reste quand même optimiste: «une amitié forcée, pourrait se transformer bientôt en une amitié réelle et durable». Textuellement! En tout cas, les capitalistes perdront en faveur des Soviétiques environ 40 pour cent des territoires où ils sont maintenant (en 1943) au pouvoir.

L'ALLEMAGNE

Elle sera divisée en plusieurs Etats: la Bavière, le Rheinland, la Saxe, la Hesse et la Prusse. Il n'y aura plus de gouvernement central, ni aviation (civile ou militaire) et le pays sera désarmé pour quarante ans. Et Roosevelt précise avec sa logique philosophique: l'Allemagne sera dominée par les Quatre Grands, mais surtout par la Russie.

LES AUTRES ETATS

Autriche: aucune objection à l'instauration d'un régime communiste patronné par Moscou. L'Autriche pourrait en échapper si Otto de Habsbourg réussissait à monter sur le trône... avec l'aide de la Hongrie.

Hongrie: «J'aime beaucoup les Hongrois, avoua Roosevelt, et je les voudrais de la part des Alliés, à condition qu'ils changent de politique (if they come over)».

Croatie: Roosevelt est contraire à la résurrection de la Yougoslavie et soutient l'idée de faire de la Croatie et de la Slovénie des Etats indépendants.

Enfin, on devrait organiser des plébiscites en France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Norvège, Grèce, mais pas en Tchécoslovaquie. (Pourquoi? Probablement, pensons-nous, parce que celle-ci revenait... de droit aux Soviétiques!)

Ainsi terminent les notes prises par le cardinal Spellman à la suite de sa conversation, si riche d'enseignements, avec le président des Etats-Unis. Voilà, en synthèse, le «réalisme politique» de Roosevelt, dont l'Europe supporte depuis trente-cinq ans les conséquences.

H.M.



Les déchets comme source d'énergie

*Colloque international sur l'énergétique et la technologie de
l'élimination biologique des déchets*

Parmi les énergies nouvelles à exploiter, la valorisation des déchets urbains et agricoles et de ceux provenant des élevages industriels et de certaines industries, constitue une filière originale et rentable. Les diverses méthodes mises au point permettent notamment la production de méthane, de protéines destinées à l'alimentation animale et de fertilisants, sans compter l'avantage que représente pour l'environnement la diminution de ces déchets, toujours polluants et parfois toxiques.

Le point des technologies existantes s'est fait lors d'un Colloque international,

qui s'est tenu à Rome du mercredi 17 au vendredi 19 octobre 1979. Organisé conjointement par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Ministère italien de la Santé publique et le Conseil national italien de la recherche, le Colloque a réuni une centaine de scientifiques, techniciens, ingénieurs, ainsi que des responsables des collectivités locales, premiers utilisateurs de ces techniques.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Mme Renée Gautron (Conseil de l'Europe: tél.: (88) 61.49.61, poste 28.32, télex: 870.943).

Réglementation internationale de la garde des enfants

La Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, qui sera signée par les Ministres de la Justice à Luxembourg en mai 1980, est fondée sur quatre principes: aide gratuite, rapide et non bureaucratique des autorités pour retrouver et rendre l'enfant enlevé ou retenu; prise en considération du bien-être de l'enfant en cause; confiance réciproque dans le bien-fondé des décisions étrangères sur la garde des enfants; garantie judiciaire pour les intérêts légitimes de chacun des parents quant à la garde et l'accès à leurs enfants.

En particulier, la Convention prévoit le retour de l'enfant par intervention d'un Bureau désigné à cette fin dans chaque Etat, lorsque l'enlèvement est manifestement illicite et que la demande de retour est présentée dans un court délai après l'enlève-

ment (six mois). Les cas manifestés sont par exemple ceux où les deux parents et l'enfant ont la nationalité de l'Etat d'origine et que l'enfant y avait sa résidence. Il en est de même des cas où un accord sur le droit de visite a été violé.

Dans les autres cas, notamment lorsque les parents ont des nationalités différentes, le retour de l'enfant se fera par reconnaissance de la décision étrangère concernant l'attribution de la garde à l'un des parents. Le juge ne peut refuser le retour de l'enfant que pour un nombre limité de motifs, inspirés par le souci de garantir le droit des intéressés à une décision judiciaire impartiale.

La Convention sera ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, mais celui-ci pourra inviter tout autre Etat à y adhérer.



LE SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN ET LES EQUILIBRES EXTERIEURS

de GABRIEL KASPEREIT (1)

a construction de l'Europe a progressé parce que les Etats l'ont voulu et parce que le Traité de Rome a été respecté. Pour progresser encore et accroître sa place sur les marchés extérieurs, la Communauté doit lutter contre la désorganisation du système monétaire international.

Dans le système de change flottant que nous connaissons, l'expansion, pourtant nécessaire, est toujours compensée par une hausse de prix, et les taux de change flottants, salués par certains à l'origine comme un instrument supplémentaire de la politique économique, ont rendu la gestion de l'économie au jour le jour plus difficile. Dans cette affaire, seuls les Etats-Unis ont tiré leur épingle du jeu. Ils ont profité du système grâce à un étalon dollar injuste, inflationniste, qui omet de faire perdre aux uns ce que doivent gagner les autres, et c'est ainsi que la chute du dollar a poussé à l'augmentation du prix du pétrole et des matières premières. La France, l'Europe en ont pâti et en souffrent encore. On voit bien que sans stabilité monétaire il n'y a pas d'égalité des conditions de la concurrence, pas de perspectives optimistes pour l'investissement, et il n'y a pas non plus de liberté des échanges.

Pour que le système monétaire européen soit opérant il faut donc que les taux de changes, non pas fixes mais stabilisés, soient d'abord défendus contre les attaques de la spéculation par une mobilisation substantielle des réserves communautaires. C'est évidemment la condition essentielle du succès. Mais il faut aussi, sauf à aboutir à un échec, mettre fin à la situation d'un dollar absorbé de gré ou de force par l'Europe.

Si un Fonds Monétaire Européen doit avoir l'avantage d'étaler le choc en provenance de l'extérieur, n'oublions pas que la présence d'importants capitaux libellés en dollars s'investissant faiblement à long terme, continuera à perpétuer inflation, chômage et troubles sociaux. Voilà pourquoi, afin d'éviter tout malentendu, et parallèlement à la mise en place du système monétaire européen, l'Europe et les Etats-Unis doivent s'entendre sur un processus de régulation commune du dollar. Il est temps que l'Amérique, malade, soutienne sa monnaie et emprunte dans les monnaies fortes.

On doit noter encore que la stabilité des changes sous la forme à laquelle aspire la Communauté européenne est plus difficile à atteindre si l'on ne parvient à aucune entente sur les règles de conduite internationale: règles limitant la liberté de chaque pays de mordre sur ses voisins en dépréciant la valeur de sa monnaie; règles gouvernant la création de liquidités internationales nouvelles; règles définissant ce qu'on peut légitimement en-

treprendre quant son déficit est lourd. Il faut donc que, sur tous ces points, la Communauté européenne ait la certitude que le système international tienne compte de ses points de vue et de sa nature.

Dans ces conditions, si le flottement est contrôlé et s'il existe des directives formelles en matière de taux de chômage, des mesures d'expansion monétaire pourront à nouveau être prises pour accroître la production de nos pays et stimuler ainsi le commerce extérieur.

Encore faut-il éviter le danger de voir supprimés les instruments politiques utilisés avec plus ou moins d'efficacité au plan national, ou d'interdire leur libre utilisation avant que les instruments au niveau de la Communauté n'aient pu être conçus pour les remplacer. N'oublions pas que la monnaie c'est l'investissement, ce sont les valeurs d'une société, c'est l'instrument de ses rapports avec l'étranger. Emploi, prix et commerce extérieur en dépendent étroitement. La prudence s'impose donc s'agissant de la monnaie qui est à la fois la fondation et le couronnement de toute construction politique et économique. Et il ne peut être question d'une intégration monétaire qui s'inscrirait dans la logique supranationale et qui inclurait le risque d'une fuite en avant devant les responsabilités nationales.

Le monde est entré en « guerre économique », le commerce extérieur en est le champ des manoeuvres. La guerre par chômage interposé fait que la défense de notre indépendance passe aussi par celle de notre activité économique. Etre Européen aujourd'hui, c'est aussi proposer une pratique commerciale dont l'objectif est de permettre à chacun des partenaires de retirer un avantage net de sa participation à l'Europe. Renforcer l'intégration, et notamment l'intégration monétaire, et ne pas installer une véritable union douanière, ne peut que conduire à l'éclatement de l'Europe et à l'ouverture de conflits internes dont on ne peut présager l'issue. Mais si l'Europe, après avoir montré l'exemple de la solidarité, tient sur ces problèmes économique et monétaire un langage constructif face au pragmatisme intéressé des Américains, elle recueillera un large écho. Mais en a-t-elle la volonté et la capacité?

G.K.

(1) Ancien Ministre de la République Française, Président de la Commission des Relations Economiques Extérieures du Parlement Européen.

Bulletin européen

A B O N N E M E N T S

<i>Italie:</i>		<i>Pays extra-européens:</i>			
ordinaire	lires	6 000	ordinaire	USA \$	20
de soutien	lires	30 000	de soutien	USA \$	60
<i>Autres pays européens:</i>					
ordinaire	ff.	50	(ou contre-valeur dans une autre		
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)		

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1980. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du « Bulletin Européen » - Foro Traiano, 1/A Rome.

Coopération CEE-Canada sur le programme Energiabus

Le Canada et la Communauté européenne ont décidé de collaborer pour un développement ultérieur d'*Energiabus*, une nouvelle méthode originale pour économiser de l'énergie.

Un protocole d'accord qui précise les modalités de cette collaboration a été signé à Bruxelles le 17 décembre 1979.

L'*Energiabus* effectuera, au cours des mois de décembre 1979 et de janvier 1980, une série de voyages dans divers Etats membres de la Communauté européenne et un groupe d'experts canadiens illustrera aux représentants de gouvernement, des associations industrielles, des centres techniques et aux journalistes les possibilités de cet autobus.

Il s'agit d'un véhicule spécial de contrôle du rendement énergétique, communément appelé «*Energiabus*», projeté et mis au point au Canada, doté d'instruments sophistiqués et capable de mesurer et d'analyser la consommation d'énergie dans les établissements industriels et commerciaux et de localiser les économies énergétiques possibles. Au Canada, les gouvernements fédéraux et provinciaux en soignent le fonctionnement; les industriels le considèrent un moyen excellent pour améliorer le rendement énergétique et réduire les coûts liés à la consommation de combustible et d'énergie électrique. L'*Energiabus* est équipé d'ordinateurs, d'instruments de mesure et de démonstration, ainsi que d'un matériel audiovisuel. La maintenance de cet appareil est confiée à un groupe d'ingénieurs et de techniciens qualifiés.

Avant de recevoir la visite de l'*Energiabus*, une société est tenue de donner des informations sur le type et la quantité d'énergie consommée, ainsi que sur les caractéristiques physiques de l'usine. Le groupe se rend ensuite sur place pour recueillir les données supplémentaires dont il a besoin pour l'analyse avec l'ordinateur. Au terme

de la visite, la société reçoit des suggestions pour accroître le rendement énergétique de ses installations et une estimation de l'économie financière réalisable en appliquant ces suggestions. Il ressort, de l'expérience canadienne, que chaque visite de l'*Energiabus* permet de vérifier une économie énergétique possible de l'ordre de 20 à 30%.

Ce système de contrôle a suscité un grand intérêt dans le monde entier. A la suite d'une démonstration effectuée au Canada devant des représentants de la Communauté européenne, en juin 1979, six Etats membres ont déjà manifesté leur intention d'instaurer un système de ce type sur le modèle canadien.

Dans le cadre du programme de l'*Energiabus* de la Communauté, l'accent sera mis sur le conseil aux petites et moyennes entreprises. Le système sera géré individuellement par les Etats membres et la Commission européenne aura pour tâche de coordonner les divers systèmes nationaux et d'installer une procédure d'échange de données et de programmes d'ordinateurs auprès de son Centre de recherche à Ispra en Italie.

Le gouvernement canadien a offert à la Communauté les programmes informatiques de son système de contrôle énergétique. Outre l'autobus qui visitera plusieurs pays européens, le Canada s'est également offert de former le premier groupe de spécialistes de chaque pays membre qui adoptera le système *Energiabus*.

Dans le futur, un échange permanent de renseignements et de programmes d'ordinateurs dérivant du développement des programmes *Energiabus* canadien et européen constituera la base de coopération entre le Canada et la Communauté européenne. Cette coopération tournera à l'avantage des deux parties en ce qui concerne la réalisation des objectifs communs dans le secteur de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Europa

le contrôle des vols

Si l'on demande à l'une quelconque des compagnies européennes de navigation aérienne quel pourrait être le frein éventuel à la forte expansion actuelle du trafic aérien, la réponse se rapporte presque toujours à la situation enlisée existant actuellement en Europe dans le secteur du contrôle aérien. Le continent européen est, en effet, caractérisé par une vaste gamme de systèmes de contrôle aérien techniquement différents et par un niveau différent de préparation du personnel des tours de contrôle. Il faut ajouter à cela que les réacteurs d'aujourd'hui volent à une vitesse de croisière de 900 km/h environ et qu'ils sont donc en mesure de franchir, en l'espace d'une heure, plusieurs frontières nationales. Il y a très longtemps de cela, cette considération avait été à l'origine de la proposition d'un système de contrôle européen - «Eurocontrol» - qui rassemble les divers systèmes nationaux.

Sur la base de toute une série de motifs - parmi les premiers, des considérations de prestige national - Eurocontrol n'a été réalisé que partiellement - sous la forme de centres de contrôle de Maastricht et de Karlsruhe. Depuis quelque temps, Eurocontrol se trouve dans une phase de dissolution, un phénomène que les Allemands tendent plus à faciliter qu'à empêcher. Les compagnies aériennes et le personnel des tours de contrôle supposent des tendances à orientation nationaliste (en particulier dans la personne du secrétaire d'Etat, M. Heinz Ruhnau, et de l'Office fédéral pour le Contrôle aérien).

Le fait que la situation de la sécurité aérienne européenne, distribuée sur divers systèmes nationaux, ne soit pas des meilleures, est démontrée par des documents. Le Parlement européen a, par exemple, constaté dans une résolution de l'été 1979 que «le système de communications aériennes au sein de la Communauté et dans toute

l'Europe souffre de défauts qui déterminent des interruptions et des retards coûteux, ainsi qu'une charge excessive de travail tant pour les institutions de contrôle que pour les usagers de l'espace aérien».

Un peu plus tard, le Parlement européen s'est engagé, «pour des raisons de sécurité et pour une meilleure utilisation de l'espace aérien disponible», en faveur d'une intégration complète des systèmes de contrôle aérien militaire et civil. On cite comme modèles d'un tel système les centres «Eurocontrol» de Maastricht et de Karlsruhe. Comme exemple d'organisation, il est reporté celui de l'office américain F.A.A.

Il se manifeste également, dans cette situation, le personnel des tours de contrôle, c'est-à-dire comme Section Eurocontrol de la Ligue Syndicale des Services Publics Européens (Bruxelles). Dans un échange de lettres avec le Chancelier Schmidt à Bonn, l'association demande que le personnel allemand des tours de contrôle soit transformé en «euro-personnel» et que le gouvernement fédéral s'engage pour que la Grande-Bretagne et la France cèdent leur compétence exclusive à l'Eurocontrol. Le personnel des tours de contrôle soulignent que cette proposition part de la condition préliminaire que la Bundeswehr (Aéronautique militaire) n'ait pas l'intention de céder le contrôle aérien sur l'Allemagne à l'Organisation pour le Contrôle Aérien (Bundesanstalt für Flugsicherung, BfS) de crainte de futures actions «go-slow» du personnel non militaire.

(Frankfurter Allgemeine Zeitung für Deutschland, 15 novembre 1979)



LIVRES REÇUS

Henri Brugmans, *L'Europe vécue*, Casterman 1979, 204 pages.

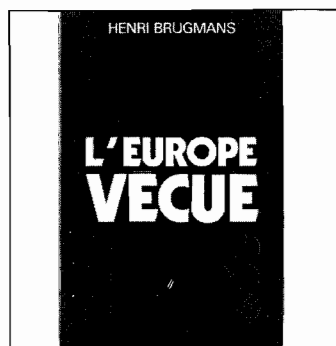
Parmi les européistes du Benelux, M. Brugmans est une des personnalités les plus remarquables. Né en 1906 à Amsterdam, il fut professeur de langue et de littérature française, président de l'Institut d'Education Ouvrière et député social-démocrate aux Pays-Bas. Il se fit remarquer surtout par son activité en tant que premier recteur du Collège de l'Europe à Bruges (1950-1972).

Dans le présent volume de mémoires, l'auteur - qui s'est toujours trouvé en première ligne des grands combats pour l'unification européenne - fait revivre les événements les plus significatifs auxquels il a participé depuis 1938. En effet, le récit commence en juillet 1938, à la veille de la fameuse conférence de Munich où les «grands» de l'époque ont disposé du sort de la Bohême. «De plus en plus - écrit Henri Brugmans - l'Europe se sent acculée à ce choix: accepter la guerre ou accepter

la trahison». En flânant dans les rues de Genève, il voit dans la devanture d'une librairie un livre dont le titre allait lui suggérer sa vocation: Europe, *ma Patrie*.

La première partie des mémoires est intitulée «Le vent en poupe» et s'occupe de la période optimiste qui précède l'année 1950. La deuxième partie - «Les lents piétinements» - est consacrée au labeur de longue haleine qui caractérisa l'activité des créateurs de l'Europe unie telle qu'elle se présentait en 1970. La troisième partie - «Les élargissements» - traite des délicats problèmes soulevés par l'entrée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande dans le Marché Commun et par les rapports entre l'Europe unie occidentale et l'Europe communiste de l'Est. Malgré les difficultés, en 1970 on pouvait être encore optimiste: en effet, les Premiers ministres et chefs d'Etat avait décidé de préparer l'union économique

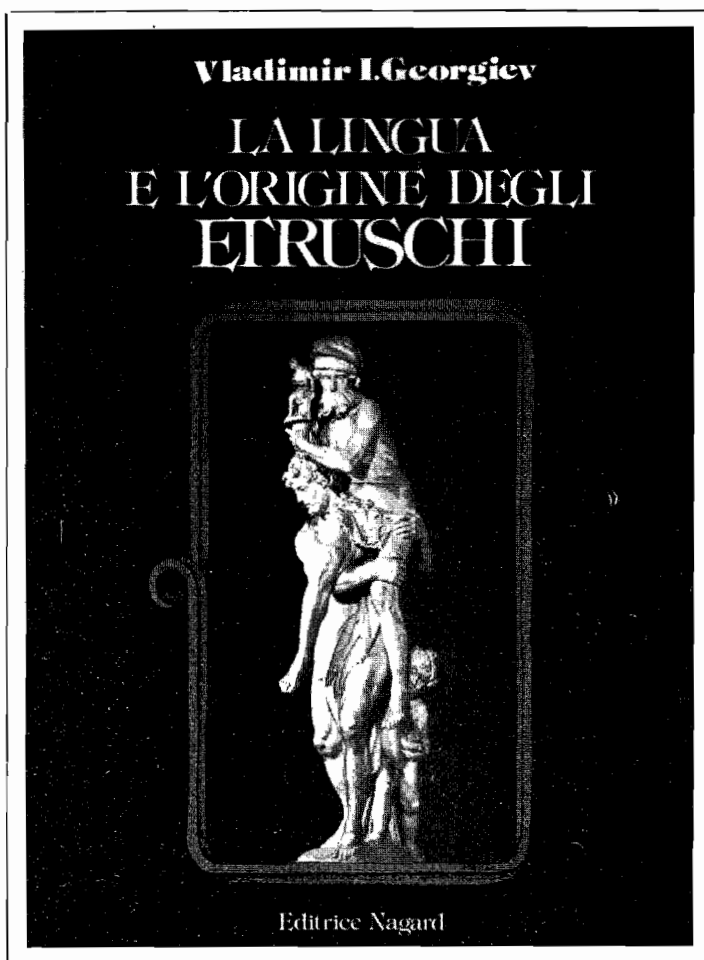
et monétaire pour 1980... Nous voici justement en 1980; des beaux projets d'il y a dix ans, qu'est-ce qu'il en reste? Mais les dernières pages du livre de M. Brugmans sont écrites en 1977, quand les perspectives étaient moins noires qu'à l'heure actuelle. Quand même les prévisions sont amères: «Pour l'avenir proche, que peut-on prévoir? L'Armée Rouge en Yougoslavie, après la mort de Tito? Un nouveau conflit au Proche-Orient et son extension militaire? Les empires se décidant de risquer tout? Plus proche de nous: une catastrophe énergétique?».



La bibliographie de l'étruscologie vient de s'enrichir des études du professeur V.I. Georgiev publiées dans les dernières années et réunies dans une traduction italienne par la Maison d'Éditions Nagard.

Malgré de très nombreuses hypothèses, les textes étrusques n'ont pas encore reçu un déchiffrement qui puisse convaincre tout le monde scientifique. Une lumière nouvelle a été jetée dans ce domaine si délicat par la publication, en 1962, du livre de M. Georgiev *Hethitisch und Etruskisch. Die hethitische Herkunft der etruskischen Sprache* (Sofia) où le savant bulgare parle de la structure morphologique de l'étrusque par comparaison avec celle du hittite et soutient avec des preuves nouvelles que les Etrusques proviennent de l'Asie Mineure (voir les ressemblances entre les inscriptions lydienes, étrusques et hittites). Après la publication de ce livre, les fouilles archéologiques ont ajouté de nombreux textes étrusques à ceux qu'on connaissait déjà, et M. Georgiev y a puisé des faits qui confirment ses thèses de 1962. Par rapport à celles-ci, le présent volume est une mise à jour très significative et en même temps une synthèse de divers autres travaux que l'auteur a consacré aux Etrusques dans les dix-sept dernières années.

Le lecteur désireux de connaître en détail des textes étrusques et leur traduction conformément aux thèses de M. Georgiev, est



invité à consulter, du même auteur, *Etruskische Sprachwissenschaft* (I-II, Sofia, 1970-1971); dans le livre italien on trouve un échantillon: le texte, la traduction hittite et la traduction latine d'une inscription de Lemnos datant du VI^e ou VII^e siècle av. J.-C.

Le dernier livre de M. Georgiev, à part les discussions et contributions d'ordre linguistique, s'impose aussi pour sa partie historique: il y a un chapitre consacré à «L'origine des E-

trusques», un autre à la situation ethnique en Asie Mineure nord-occidentale, et le volume se termine par un aperçu chronologique sur l'histoire du peuple étrusque à partir du XIII^e siècle et jusqu'à l'an 42 av. J.-C.

Bien que rédigé dans l'esprit scientifique le plus pur, *La lingua e l'origine degli Etruschi* est accessible à un public qui dépasse le cercle étroit des spécialistes.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

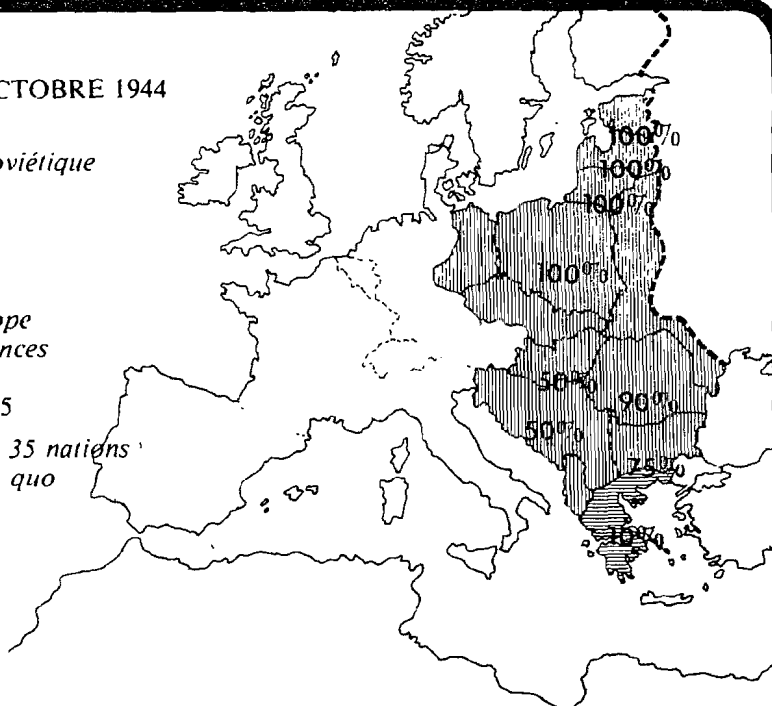
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli:</i> Panorama 1980	1
Les Neuf et l'intervention militaire de l'Urss en Afghanistan	9
<i>H. Müller:</i> Les préliminaires de Yalta	10
Conseil de l'Europe	13
<i>G. Kaspereit:</i> Le système monétaire européen et les équilibres extérieurs	14
Coopération Cee-Canada sur le programme Energiabus	16
Europa, le contrôle des vols	17
Livres reçus	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11